

RESISTANCE SOCIALE

La République sera Sociale ou ne sera pas !

Numéro 32

DECEMBRE 2005

Le mot de la Présidente

Ainsi, ce que l'on présentait depuis des années, se sera produit en ce mois de novembre 2005 : la révolte d'une partie de la jeunesse des quartiers défavorisés, saisissant le prétexte de la mort tragique de deux jeunes de Clichy-sous-Bois et d'une provocation verbale du Ministre de l'Intérieur pour éclater de manière aussi violente que soudaine. N'en déplaise à Monsieur Sarkozy et à ceux qui lui ont emboîté le pas, ces événements ne sont le produit d'aucune manipulation d'origine ethnique ou religieuse, comme l'a d'ailleurs reconnu un rapport des renseignements généraux.



On ne traitera pas ici de la réponse sécuritaire apportée par le gouvernement à cette violence urbaine dont les premières victimes ne sont pas à chercher parmi les plus riches. En revanche, on ne peut passer sous silence la réalité sociale qui en est l'une des causes principales, qu'il s'agisse du chômage, toujours aussi haut malgré les statistiques, ou des personnes aux très bas revenus dont les effectifs ne cessent d'augmenter (60 000 personnes supplémentaires au RMI en 2005 par rapport à 2004). Tant qu'on ne résoudra pas cette crise sociale qui dure maintenant depuis 30 ans, il est vain d'espérer mettre fin aux problèmes des banlieues.

Autre fait marquant de ces dernières semaines, la privatisation d'EDF et son entrée en bourse dont il n'aura pas fallu attendre longtemps pour voir les premières conséquences avec l'annonce de 6000 suppressions d'emplois d'ici 2007. Comme par miracle, l'action EDF a aussitôt augmenté de 0,92%, avant de redescendre aussi vite les jours suivants.!

Et pendant ce temps là, les profits des entreprises atteignent de nouveaux records comme ceux des actionnaires, ce qui n'empêche pas les uns et les autres de jouer les vierges éplorées lorsque les syndicats osent réclamer une augmentation salariale ou de meilleures conditions de travail : on ressort alors la menace d'une délocalisation, la concurrence avec les pays aux très bas salaires comme en Chine. On va même jusqu'à proposer aux salariés de travailler 40 heures et d'être payés 35 ! Décidément, nos patrons marchent sur la tête ! Croient-ils qu'en réduisant ainsi les salariés à toujours plus de précarité, ils en feront des bêtes de somme consentantes ?

Non, contrairement à ce que disait De Gaulle, les Français ne sont pas des veaux ! Ils l'ont prouvé le 29 mai ! A force de se voir priver de leurs droits et de leurs dignités, ils pourraient bien renverser le cours des choses comme ils l'ont fait dans le passé. Louis XVI a perdu sa tête pour avoir méprisé le peuple. D'autres pourraient bien, dans un proche avenir, perdre leurs privilèges et leurs oripeaux pour les mêmes raisons.

Il revient aux hommes et aux femmes de gauche, dans le droit fil de leurs glorieux aînés, de construire un projet capable de remettre la France sur le chemin des valeurs de La Révolution Française et sur la route du progrès social, indissolublement liés. Résistance Sociale est prête à prendre toute sa part dans ce combat.

Marinette BACHE

Sommaire

Solidarité Internationale
(page 2)

La délégation de service
public est aussi un
moyen de privatiser
(pages 3 et 4)

Les moins de 26 ans de
nouveau dans les
effectifs
(page 4)

Actualité sociale
(page 5)

Adieu la CFTD (page 5)

Bientôt les 40 heures
payées 35 ?
(page 6)





SOLIDARITE INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

ITALIE

Le 25 novembre l'Italie a été paralysée par une grève générale à l'appel de tous les syndicats qui protestaient contre les mesures annoncées par le gouvernement Berlusconi en matière sociale (réduction importante des dépenses prévues dans le projet de budget 2006).

ETATS-UNIS

Général Motors a annoncé un plan prévoyant la fermeture de 5 usines et 30000 suppressions d'emplois d'ici 2008 tant aux Etats-Unis qu'au Canada.

De son côté le constructeur automobile américain Ford a annoncé qu'il allait supprimer 4.000 emplois supplémentaires y compris dans son personnel cadre l'an prochain en Amérique du Nord, en plus des 3.000 emplois éliminés cette année.

Ce plan devrait inclure la fermeture de plusieurs usines, qui sera probablement annoncée en janvier 2006.

BELGIQUE

Les syndicats de la banque ING ont appelé le personnel à arrêter le travail le 18 novembre dans les services de Bruxelles, Louvain, Gand et Namur pour protester contre la mise en place d'un plan d'économies et l'externalisation des services de soutien au Benelux, une mesure qui devrait entraîner la suppression de 550 emplois en Belgique.

MALTE

La société Denim a annoncé la suppression de 850 emplois dans son usine de Malte, ce qui

constitue le plus important plan de licenciement depuis des décennies sur l'île méditerranéenne.

La direction, qui explique les licenciements par la diminution des commandes à l'exportation, a déclaré aux employés que la société n'était plus compétitive face aux bas salaires pratiqués en Asie où au Maghreb.

UE

Le 5 décembre des militants syndicaux de toute l'Europe se sont rassemblés à la gare du Midi de Bruxelles pour un rassemblement organisé par la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) pour protester contre les projets de libéralisation des chemins de fer européens. Cette manifestation est la première d'une série d'actions qui ciblent la Directive européenne qui fait partie du troisième paquet ferroviaire adopté ce même jour par les ministres européens du Transport, troisième étape du processus de libéralisation qui vient compléter les deux autres paquets à l'origine de la restructuration du secteur ferroviaire.

Le troisième paquet va ouvrir le trafic voyageurs à la concurrence. L'ETF demande au Conseil des ministres de l'UE et au Parlement européen de rejeter cet accord. Elle réclame également une «décomposition» du paquet, afin qu'une directive sur la certification du personnel de train puisse être adoptée immédiatement.

Sabine Trier, de l'ETF, a déclaré : «Le transport ferroviaire de passagers est un service public. La libéralisation va remettre en cause les services intégrés de transport ferroviaire de passagers et porter atteinte aux emplois de cheminots.»

Le Conseil des ministres de l'UE a adopté une position politique concernant ce paquet ; le dossier va maintenant être communiqué au Parlement européen pour une seconde lecture.

DERNIERE MINUTE

Evo Morales élu président de la Bolivie

Résistance Sociale tient à saluer la victoire d'Evo Morales à l'élection présidentielle de Bolivie. Après Hugo Chavez, le président du Venezuela, qui résiste avec détermination et courage face aux pressions américaines, nul doute qu'Evo Morales en fera autant en Bolivie. La résistance à la mondialisation est en marche en Amérique du Sud.

PLACE AU DEBAT

DEFENSE DES SERVICES PUBLICS : La Délégation de Service Public est aussi un moyen de privatiser *par Claude CHAILLE*

Il y a mille et un moyens de privatiser, mille et un moyens d'étaler dans le temps les privatisations trop impopulaires, ou dépassant les capacités d'absorption du marché des capitaux.

On a maintenant l'habitude de la célèbre expression des gouvernements successifs « ouvrir le capital » des entreprises publiques comme France Télécom ou Air France.

On connaît aussi certaines phases comme le montre l'exemple récent d'EDF :

- Ouverture à la concurrence. La perte du monopole, c'est déjà la privatisation, car elle oblige à rentabiliser, elle est incompatible avec la péréquation.

- Il faut aussi se débarrasser du financement des retraites par le versement d'une soulte à l'Etat ou au régime général de l'assurance maladie - en général ridiculement faible, car sinon les comptes de l'entreprise seraient plombés et l'introduction en bourse serait impossible. Ainsi, EDF a commencé par un référendum sur les retraites, d'ailleurs rejeté par le personnel. Mais comme à la suite du référendum du 29 mai, le personnel ayant « mal voté », on est passé outre. La privatisation s'accompagne souvent du viol délibéré de la démocratie.

- Puis un faible pourcentage du capital ouvert à la bourse. Ainsi on donne l'impression que l'Etat étant majoritaire, ce n'est pas vraiment une privatisation, Et, de toute façon, dans le cas d'EDF, le marché ne peut pas absorber d'un coup la totalité du capital.

La suite tout le monde la connaît, on termine à 100% privé.

Si l'on écoute ce qu'a dit le Maire de Marseille, M Gaudin, à la télé, à la radio, ou dans sa lettre aux Marseillais, « ce tramway ne sera pas privatisé et restera un service public ». Vérifions les dires de M Gaudin.

M Gaudin s'est référé à l'Europe. Effectivement, le tramway marseillais sera un service public au

sens où les défenseurs du OUI au référendum du 29 mai nous expliquaient que SIEG (service d'intérêt économique général) et service public tel qu'on le connaît en France, c'est pareil. Ils cachaient simplement aux citoyens la différence fondamentale entre SIEG et SP : le SIEG peut être privé. Chaud partisan du OUI, M Gaudin est en train de transformer un service public en SIEG.

La Délégation de service public (DSP) est moins connue du grand public que les entreprises publiques, du moins jusqu'au conflit de la RTM (Régie des Transports Marseillais) : La DSP est une des multiples façons d'introduire une fausse concurrence et de privatiser.

Le nom lui-même : « délégation » est déjà une indication. Dans la régie, la collectivité exécute elle-même le service, avec un budget clairement identifié (exemple, la RATP qui construit également un tramway à Paris). Dans le cas du tramway marseillais, la mairie de Marseille a prévu une délégation à la Connex qui percevra 49 % des recettes (+ le coût de ses prestations de service).

Dans le cas de la RTM, la concurrence entre entreprises privées est plus que réduite : c'est Connex, filiale de Veolia (ex Vivendi environnement) qui est choisie, comme pour la SNCF. Nul ne peut prétendre que ce n'est pas une entreprise privée.

Par contre, il y aura concurrence entre réseaux : tramways d'une part, bus et métro de l'autre ! Les tramways seront évidemment sur les lignes les plus fréquentées, donc les plus rentables, et prendront une partie de la clientèle des bus et du métro marseillais. Ça ne peut qu'accroître le déficit de la RTM. L'intersyndicale CGT, CFDT, Solidaires (US), FO, UNSA a raison de dénoncer cette concurrence déloyale et de demander l'unicité de la régie.

PLACE AU DEBAT

(suite de la page 3)

On peut deviner que lorsque le déficit, actuellement très supportable compte tenu des missions de service public, aura augmenté, on en tirera prétexte pour augmenter la part du privé.

Remarques:

- Les motivations du médiateur, M Brunhes, sont indicatives de la contamination des esprits par le libéralisme. En effet, il a déclaré à la radio qu'il fallait impérativement introduire le privé (M Brunhes contrairement à M Gaudin assume le terme privé) car « la RTM est mal gérée ». Quand bien même ce serait vrai, si on suit son raisonnement, à chaque fois qu'une entreprise privée est mal gérée – et c'est fréquent-, il faudrait la nationaliser !

Le droit de grève en France remis en cause.

La décision du tribunal selon laquelle la grève du personnel de la RTM est illégale est une nouvelle atteinte majeure contre la démocratie. M Gaudin veut privatiser, le personnel n'est pas d'accord et décide la grève. C'est un conflit qui entre totalement dans l'exercice de la démocratie. Probablement depuis Pétain, on n'a pas vu une telle atteinte au droit de grève. C'est un

précédent extrêmement grave **Avec la même argumentation on peut interdire toute grève** : grève à l'EDF, à la Poste, à la SNCF, à la RATP contre les privatisations, toutes peuvent être déclarées « politiques », donc illégales. C'est le fondement du droit de grève en France qui est remis en cause.

Cet article a été écrit pendant la grève, mais il est publié dans son intégralité après. Seule la phrase suivante est modifiée : elle était écrite au présent (« Résistance Sociale dénonce ...et apporte son soutien... »), il faut maintenant l'écrire au passé.

Résistance Sociale a dénoncé la menace inacceptable contre le droit de grève et apporté son soutien total à la revendication du personnel de la RTM : retrait de la DSP, qui est bel et bien une privatisation partielle.

Résistance Sociale combat en toute circonstance pour une République Sociale, dont la défense des services publics est un des axes majeurs.

AVEZ VOUS REMARQUE ?

Le Conseil d'Etat ajourne le plan Villepin sur les seuils sociaux

Saisi par le syndicat Force Ouvrière, le Conseil d'Etat, après avoir, dans un premier temps, renvoyé à la Cour de justice Européenne le soin de trancher sur la légalité de l'une des mesures phares du plan Villepin sur l'emploi des jeunes adoptée durant l'été – l'exclusion des moins de 26 ans des effectifs de l'entreprise pour le calcul des seuils sociaux permettant notamment la mise en place et l'élection de comités d'entreprises ou de délégués du personnel – a décidé le 23 novembre de geler l'application de cette mesure en attendant que la justice européenne se prononce. Les jeunes de moins de 26 ans comptent donc de nouveau dans les effectifs de l'entreprise... au moins pour quelque temps encore !

Marc SAUN



ACTUALITE SOCIALE

NESTLE

L'usine Nestlé de Saint-Menet est à nouveau menacée de fermeture après la décision du TGI de Marseille du 22 novembre qui valide la procédure entamée le 22 juin. Seul espoir pour les 427 employés : la reprise par la société Net Cacao qui n'a cependant toujours pas confirmé cette option.

CARREFOUR

Le groupe Carrefour a annoncé la suppression de 1700 postes dans ses services administratifs en France d'ici 2008.

SKF

La société suédoise SKF, leader en matière de roulements à bille, a annoncé le 15 décembre la suppression de 150 emplois dans son usine de Fontenay-le-Comte (Vendée).

SKF, dont le siège est à Göteborg, dans le sud de la Suède, emploie environ 40.000 personnes dans le monde.

THALES

La direction de Thales Systèmes Aéroportés (filiale du groupe d'électronique professionnelle Thales) a

annoncé le 24 novembre au comité central d'entreprise (CCE) la suppression de 560 emplois.

Selon les syndicats, ces suppressions d'emplois concernent les trois établissements d'Elancourt (Yvelines) avec 350 emplois supprimés, de Brest (130) et de Pessac, en Gironde (80). Les syndicats ont demandé la mise en place de la procédure d'alerte.

Thales Systèmes Aéroportés, dont l'activité principale est centrée sur le marché des radars et des équipements de guerre électronique embarqués sur les avions de combat, emploie 4.850 personnes en France réparties sur les sites d'Elancourt (2880 personnes), Brest (1050) et Pessac (920).

STORA ENZO ET MARESQUEL

Les salariés des usines Stora Enso de Corbehem et des Papeteries de Maresquel à Maresquel-Ecquemecourt (Pas-de-Calais) ont manifesté samedi 17 décembre à Lille pour protester contre la menace de suppression de plusieurs centaines d'emplois.

Plus de 600 emplois, sur les 900 que compte le site du papetier finlandais Stora Enso, sont menacés tandis que la fermeture prévue des Papeteries de Maresquel, filiale du groupe américain International Paper, doit entraîner la suppression de 230 emplois.

Les bras m'en tombent

LA CFDT, adieu !

Par Marcel Régné

Je ne reconnais plus la CFDT dans laquelle j'ai milité des dizaines d'années. L'idéal de solidarité est bien loin...

Rien à dire sur l'ouverture du capital d'EDF... Vive la sécurité nucléaire livrée au profit !...

Les investissements pour l'avenir ? Faisons confiance à ceux qui veulent des dividendes élevés...

La mise en concurrence de la Poste pour permettre aux capitaux privés d'accaparer ce qui rapporte (courrier aux entreprises, dans les grosses agglomérations...) pour laisser au Service public ce qui coûte (présence et distribution en zone rurale)...

Vive la santé livrée aux multinationales qui investissent dans les cliniques privées, les laboratoires...

Que la Sécu solidaire laisse un peu plus de place aux assurances et au "chacun pour soi"...

Devenez actionnaires, la spéculation, ça rapporte... tant pis si d'autres en crèvent !...

Vive la concurrence "libre et non faussée" (par des lois d'harmonisation sociale et fiscale).

Les Services publics ? Il faut les mettre au "goût du jour"...

"Travaillons plus pour gagner plus (?)"... chacun pour soi... et tant pis pour les "sans emploi"

Vive la loi de la jungle !

Tant pis pour les sans voix, les sans toit... On va tout de même pas "se mélanger" avec "ces organisations hétéroclites", "ces contestataires de toutes sortes"...

Nous, on est responsables...

La CFDT à la pointe des combats pour la dignité, la solidarité, le partage, celle d'Eugène Descamps, de l'unité d'action, la CFDT, phare du mouvement ouvrier... et même, plus récemment, celle des "35 heures" ... adieu!

COUP DE GUEULE

Après le retour aux 36 heures, bientôt les 40 heures payées 35 ?

Par Lucien Jallamion

Le groupe Bosch vient d'annoncer qu'il envisage le passage de 35 à 40 heures avec salaire maintenu pour l'ensemble de ses usines en France.

Alors que le pouvoir d'achat des salariés n'a jamais si peu progressé depuis plusieurs années, le groupe Bosch en rajoute une couche.

C'est l'avancée sociale à la mode Parisot et Villepin ! Jusqu'ici jamais, en France, un tel recul social n'avait même été envisagé. Le gouvernement a fait voter une loi sur l'assouplissement des 35 heures, soi-disant pour permettre aux travailleurs de travailler plus pour gagner plus.

Bosch vient d'inventer un nouveau slogan « travailler plus pour gagner moins ». Tout ça au nom de la rentabilité et de la réduction des coûts, avec menace de délocalisation à la clé pour faire bonne mesure.

Pourquoi donc nos patrons, qui n'hésitent pas à s'octroyer des augmentations abyssales, n'iraient-ils pas encore plus loin en proposant aux salariés de travailler gratis ?

Après les événements de ces dernières semaines dans les quartiers défavorisés, voilà de quoi amener une réaction sociale d'une toute autre ampleur. Espérons que les salariés de notre pays et les organisations syndicales n'accepteront pas un tel recul social et sauront réagir ensemble pour l'éviter.

Ce n'est pas l'affaire de Bosch et de ses ouvriers, c'est l'affaire de tous. On l'a bien vu en Allemagne où les mesures prises par une firme ont été étendues à toute l'industrie automobile. Ne nous laissons pas impressionner par les menaces de délocalisations. Exigeons que des mesures soient prises pour rendre si coûteuses les délocalisations que les entreprises soient contraintes d'y renoncer.

L'urgence aujourd'hui est une urgence sociale. La gauche dans son ensemble doit faire un effort pour proposer demain une politique qui tourne le dos à ces régressions sociales.

Il est plus que temps de ce mettre au travail !

Vous aussi, refusez la résignation ! Adhérez à Résistance Sociale !

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Tel : 06 20 23 91 27

Site Internet :

<http://membres.lycos.fr/resistancesociale>

Courriel : resistance.sociale@laposte.net

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 57 BD DE MENILMONTANT 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)